

Art. 5. La présente loi produit ses effets le 1^{er} juillet 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Indépendants, Le ministre des Classes moyennes, Le ministre des PME, Le ministre des Classes moyennes et des Indépendants, Le ministre des Réformes institutionnelles, Le ministre du Renouveau démocratique,

D. CLARINVAL

La ministre des Pensions,

K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 0023 – 55-n°3337

Compte rendu intégral : 8 juin 2023.

Art. 5. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2021.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Zelfstandigen, De minister van Middenstand, De minister van KMO's, De minister van Middenstand en Zelfstandigen, De minister van Institutionele Hervormingen, De minister van Democratische Vernieuwing,

D. CLARINVAL

De minister van Pensioenen,

K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 0023 – 55-n°3337

Integraal verslag : 8 juni 2023

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2023/42688]

24 MAI 2023. — Arrêté royal fixant les modalités de contrôle des stations de radiodiffusion par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté qui est soumis à Votre signature a pour objectif de remplacer l'arrêté royal du 26 janvier 2007 relatif à la police des ondes en modulation de fréquence dans la bande 87.5 Mhz - 108 Mhz (ci-après « AR de 2007 »).

Cet arrêté, dont la portée est limitée à la radiodiffusion sonore FM dans la bande 87.5 MHz - 108 MHz, n'est cependant plus à jour puisqu'il existe d'autres types de radiodiffusion : la radiodiffusion sonore en modulation d'amplitude (AM), la télévisuelle numérique (DVB-T, ...), ou la radiodiffusion sonore numérique (DAB, DAB+, ...).

Seul le remplacement de l'actuel arrêté par un nouvel arrêté à portée plus générale est de nature à permettre aux équipes de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après IBPT), en charge du contrôle des fréquences de suivre le développement rapide du « DAB+ », et de leur permettre d'assurer un suivi du plan de fréquences des Communautés ainsi que du plan national de fréquences.

Le présent arrêté a pour objectif de permettre aux officiers de police judiciaire de l'IBPT d'agir sur tous les cas de brouillages préjudiciables qui y seraient détectés et de contrôler toutes les stations de radiodiffusion.

Les Communautés octroient des autorisations d'émettre via des radiofréquences réservées à la radiodiffusion (sonore et télévisuelle) qui constitue un type de service de média audiovisuel et sonore.

Il n'en demeure pas moins que le contrôle du respect des conditions d'utilisation des radiofréquences ainsi que l'élimination des brouillages causés sur l'ensemble des radiofréquences autre que la radiodiffusion relèvent de la compétence fédérale.

En effet, l'article 15 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « LCE ») charge l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après IBPT) de faire cesser tous les brouillages préjudiciables. L'article 16 de la LCE habilite

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2023/42688]

24 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere bepalingen voor controle op de omroepstations door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

ALGEMEEN

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel het koninklijk besluit van 26 januari 2007 betreffende de etherpolitie met betrekking tot frequentiemodulatie in de band 87.5 Mhz - 108 Mhz (hierna "KB van 2007") te vervangen.

Dat besluit, waarvan de draagwijdte beperkt is tot FM-radio-omroep in de band van 87.5 MHz - 108 MHz is evenwel niet meer up-to-date, aangezien er nog andere soorten van omroep bestaan: radio-omroep met amplitudemodulatie (AM), digitale televisie (DVB-T, ...) of digitale radio-omroep (DAB, DAB+, ...).

Enkel door de vervanging van het huidige besluit door een nieuw besluit met een ruimere draagwijdte kunnen de teams van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna BIPT) die belast zijn met de controle van de frequenties, de snelle ontwikkeling van "DAB+" volgen en zorgen voor de follow-up van het frequentieplan van de gemeenschappen alsook van het nationale frequentieplan.

Het onderhavige besluit heeft tot doel de officieren van gerechtelijke politie van het BIPT de mogelijkheid te bieden om op te treden bij alle gevallen van schadelijke storingen die daar zouden worden vastgesteld en om alle omroepstations te controleren.

De gemeenschappen verlenen vergunningen om uit te zenden via radiofrequenties die voorbehouden zijn voor (radio- en televisie-) omroep, wat een type van audiovisuele en auditieve mediadienst vormt.

Dat neemt niet weg dat de controle op de naleving van de voorwaarden voor gebruik van de radiofrequenties alsook op het wegnemen van storingen veroorzaakt op alle radiofrequenties andere dan radio-omroep, een federale bevoegdheid is.

Artikel 15 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna de "WEC") belast het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna het "BIPT") immers met het doen ophouden van alle schadelijke storingen. Artikel 16 van de WEC machtigt de Koning om de algemene politieverordeningen van de radiogolven vast te stellen, namelijk om de controles van de radiocommunicatiestations te organiseren maar ook deze van de radio-omroepstations, met inbegrip van de voorwaarden opgelegd aan deze stations.

le Roi à déterminer les ordonnances de police générale des ondes radioélectriques, c'est-à-dire organiser les contrôles des stations de radiocommunications mais également celui des stations de radiodiffusion, en ce compris le respect des conditions imposées à ces stations.

Aussi, afin de permettre de tenir compte des nouveaux développements techniques en matière de radiodiffusion, la compétence de l'IBPT pour effectuer des contrôles en matière de radiodiffusion et y empêcher des brouillages préjudiciables doit être étendue au-delà de la seule bande « FM ».

COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

Article 1^{er}

Cette disposition définit le concept d'« autorisation » en vue de préciser le champ d'application de l'arrêté quant aux autorités concernées par la délivrance d'une autorisation d'émettre via une station de radiodiffusion, et pour faciliter le contrôle de toute station de radiodiffusion.

Article 2

Cette disposition vise à permettre une compréhension rapide de l'objet de l'arrêté, à savoir la police générale des ondes radioélectriques sur tout type de station de radiodiffusion, en ce compris le contrôle de l'existence de brouillages préjudiciables.

Tenant compte de la portée du concept de « station de radiodiffusion », défini de façon assez large dans la LCE, le champ d'application de l'arrêté exclut les stations de radiodiffusion uniquement réceptrices des ondes radioélectriques afin d'éviter une intrusion dans les activités de simples auditeurs de stations de radio.

Article 3

Cette disposition précise les circonstances dans lesquelles l'IBPT effectue des contrôles en qualité de police générale des ondes radioélectriques. En effet, outre un pouvoir d'initiative, l'IBPT peut aussi être sollicité par certains tiers intéressés de façon directe par ce contrôle.

Les autorisations peuvent être délivrées selon l'organisation interne des Communautés par différents organes comme par exemple le Gouvernement ou le régulateur.

Ainsi, par exemple tout détenteur d'une autorisation peut solliciter le contrôle d'une autre station de radiodiffusion, mais l'IBPT apprécie le caractère motivé ou non de la demande. A défaut de motivation, en cas de motivation insuffisante ou en cas de motivation non recevable (par exemple lorsque la demande concerne une autre technologie de radiodiffusion que celle dont relève l'autorisation du demandeur), l'IBPT peut refuser d'agir.

Article 4

Cette disposition a pour finalité de permettre au service en charge de la police générale des ondes radioélectriques d'avoir toutes les données techniques et administratives afin d'effectuer ses missions de contrôle. Ainsi, toute autorité qui modifie ou délivre une nouvelle autorisation, transmettra ou rendra accessible à l'Institut une copie de cette autorisation ainsi que les informations utiles visées dans l'arrêté et son annexe, au plus tard le 1^{er} jour de la période de validité de l'autorisation.

L'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, énonce les informations à communiquer à l'Institut, afin de faciliter le travail des services de contrôle.

En effet, en cas de perturbations par exemple dans les bandes aéronautiques, il est indispensable que les services de contrôle puissent avoir accès à la station 24h/24. Il est donc utile qu'un numéro de téléphone soit transmis à l'IBPT pour que ce dernier puisse agir rapidement. A défaut, l'IBPT exercera ses compétences d'officier de police judiciaire.

Les informations communiquées sont adaptées à la portée de l'arrêté : ainsi la référence à l'indicatif d'appel, utilisé uniquement par des radioamateurs et dans des bandes réservées aux radiocommunications maritimes ou aéronautiques, n'est pas la plus pertinente et sera partant remplacée de façon à obtenir l'information la plus utile, à savoir le cas échéant la dénomination distinctive du radiodiffuseur.

Le 6^o fait référence à la valeur autorisée de la puissance apparente rayonnée dans 36 directions espacées de 10 degrés car l'information relative à une « valeur maximale » ne suffit pas à caractériser une émission de façon précise. Pour une station de radiodiffusion en particulier, cette valeur est mentionnée dans l'autorisation.

Om dus rekening te kunnen houden met de nieuwe technische ontwikkelingen op het gebied van omroep, moet de bevoegdheid van het BIPT om op gebied van omroep controles uit te voeren en om daar schadelijke storingen te verhinderen, uitgebreid worden buiten louter de FM-band.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Deze bepaling definieert het begrip van "vergunning" om het toepassingsgebied van het besluit te verduidelijken wat de overheden betreft die betrokken zijn bij de afgifte van een vergunning om via een omroepstation uit te zenden, en om de controle van alle omroepstations te vergemakkelijken.

Artikel 2

Deze bepaling heeft tot doel een snel begrip van het voorwerp van het besluit mogelijk te maken, namelijk het algemene toezicht op de radiogolven voor elk type omroepstation, waaronder ook de controle op het bestaan van schadelijke storingen.

Rekening houdende met de reikwijdte van het begrip "omroepstation", dat in de WEC nogal ruim gedefinieerd is, worden omroepstations die enkel radiogolven ontvangen uitgesloten van het toepassingsgebied van het besluit om te vermijden dat binnengedrongen wordt in de activiteiten van gewone luisteraars van radiostations.

Artikel 3

Deze bepaling verduidelijkt de omstandigheden waarin het BIPT controles uitvoert als algemene politie van de radiogolven. Behalve een recht van initiatief van het BIPT kunnen sommige derden die rechtstreeks belang hebben bij die controle immers een beroep doen op het BIPT.

De vergunningen kunnen volgens de interne organisatie van de gemeenschappen worden verleend door verschillende organen zoals bijvoorbeeld de Regering of de regulator.

Zo kan bijvoorbeeld elke houder van een vergunning vragen om een ander omroepstation te controleren, maar het BIPT oordeelt wel over de al dan niet gemotiveerde aard van het verzoek. Ontbreekt een motivering, is de motivering ontoereikend of is ze niet ontvankelijk (bijvoorbeeld wanneer het verzoek een andere omroepstechnologie betreft dan die waarop de vergunning van de verzoeker betrekking heeft) dan kan het BIPT weigeren om op te treden.

Artikel 4

Deze bepaling heeft tot doel de dienst die belast is met de algemene politie van de radiogolven in staat te stellen om te beschikken over alle technische en administratieve gegevens om zijn controletaken uit te voeren. Wanneer een overheid dus een vergunning wijzigd of een nieuwe toekent bezorgt ze aan het Instituut een kopie van deze vergunning alsook de nuttige informatie bedoeld in het besluit en de bijlage ervan of maakt ze deze kopie toegankelijk voor het Instituut uiterlijk de eerste dag van de geldigheidsperiode van de vergunning.

Artikel 4, § 1, tweede lid vermeldt de informatie die meegedeeld moet worden aan het Instituut om het werk van de controlediensten te vergemakkelijken.

Bij storingen in de luchtvaartbanden bijvoorbeeld is het immers absoluut noodzakelijk dat de controlediensten op alle uren van de dag toegang hebben tot het station. Het is dus nuttig om een telefoonnummer mee te delen aan het BIPT zodat dit laatste snel kan optreden. Zo niet zal het BIPT zijn bevoegdheden van officier van gerechtelijke politie uitoefenen.

De meegedeelde informatie wordt aangepast aan de draagwijdte van het besluit: zo is de verwijzing naar de roepnaam, enkel gebruikt door radioamateurs en in banden die voorbehouden zijn voor radiocommunicatie in de zee- of luchtvaart, niet het relevantst en wordt die dus vervangen om de nuttigste informatie te krijgen namelijk desgevallend de specifieke benaming van de omroep.

De bepaling onder 6^o verwijst naar de toegelaten waarde van het effectief uitgestraald vermogen in 36 richtingen die 10^o uit elkaar liggen omdat de informatie over een "maximale waarde" niet volstaat om een uitzending nauwkeurig te kenmerken. In het bijzonder voor een omroepstation is dat vermogen vermeld in de vergunning.

Om een efficiënte controle te waarborgen en alle onnodige betwistingen te vermijden is het absoluut noodzakelijk dat het BIPT steeds over actuele informatie beschikt. Paragraaf 2 stelt dan ook de termijnen vast waarbinnen de in de eerste paragraaf bedoelde informatie aan het BIPT wordt verzonden.

Om een gemeenschappelijk formaat te hebben voor alle informatie die uitgaat van de bevoegde overheden, maakt paragraaf 3 het BIPT bevoegd om het formaat waarin die informatie wordt toegezonden of

Afin d'assurer un contrôle efficace et d'éviter toute contestation inutile, il est indispensable que l'IBPT dispose en tout temps d'informations à jour. Le paragraphe 2 fixe dès lors les délais dans lesquels les informations visées au paragraphe 1^{er} sont transmises à l'IBPT.

Afin de permettre d'avoir un format commun à toutes les informations émanant des autorités compétentes, le paragraphe 3 confie à l'IBPT la détermination du format dans lequel ces informations seront transmises ou rendues accessibles. Cette habilitation vise à faciliter les recherches et calculs informatisés nécessaires à l'exercice de la mission de police générale des ondes.

Article 5

En principe, la pose d'un découpleur, prévue dans le nouveau paragraphe 3 de l'article 2 de l'AR 2007, permettra une intervention rapide et d'effectuer la mesure sans interrompre les émissions, mais en l'absence de ce dernier ou en cas de défectuosité, il doit être possible aux officiers de police judiciaire de l'IBPT de procéder aux mesures nécessaires au contrôle. En tout état de cause, une interruption ne devrait durer que quelques minutes.

Article 6

Vu qu'il est parfois impossible d'effectuer une mesure de puissance sans interrompre les émissions, cette disposition énonce l'obligation pour l'Institut de veiller à perturber le moins possible la diffusion de programmes.

Article 7

L'article 7 vise à clarifier les modalités et le délai de communication ultime des rapports de contrôle de l'Institut à l'autorité compétente.

Article 8

Cette disposition vise à assurer la cohérence du texte au niveau du champ d'application et de clarifier certaines dispositions au niveau de la procédure en tenant compte de la pratique.

Article 9

Cette disposition répond aux mêmes objectifs que ceux mentionnés dans l'article 8.

Article 10

Cette disposition abroge l'arrêté du 26 janvier 2007 précité, devenu obsolète.

Article 11

Cette disposition ne nécessite pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

Conseil d'État, section de législation

avis 73.283/4 du 3 mai 2023 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités de contrôle des stations de radiodiffusion par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'

Le 20 mars 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de vingt jours*, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités de contrôle des stations de radiodiffusion par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 mai 2023. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, Christian Behrendt, assesseur, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien Gaul, auditeur adjoint.

toegankelijk gemaakt te bepalen. Deze bevoegd verklaring is erop gericht de opzoekingen en computerberekeningen die nodig zijn voor de uitoefening van de opdracht als algemene etherpolitie te vergemakkelijken.

Artikel 5

In principe zal de installatie van een koppelstuk, waarin wordt voorzien in de nieuwe paragraaf 3 van artikel 2 van het KB 2007, een snelle ingreep en de meting zonder onderbreking van de uitzendingen mogelijk maken maar mocht dit ontbreken of defect zijn moet het voor de officieren van gerechtelijke politie van het BIPT mogelijk zijn om de metingen uit te voeren die voor de controle nodig zijn. In elk geval zou een onderbreking slechts enkele minuten duren.

Artikel 6

Aangezien het soms onmogelijk is om het vermogen te meten zonder de uitzendingen te onderbreken, vermeldt deze bepaling de verplichting voor het Instituut om erop toe te zien dat de uitzending van programma's zo min mogelijk wordt verstoord.

Artikel 7

Artikel 7 beoogt de nadere regels en de uiterste termijn voor mededeling van de controlerapporten van het Instituut aan de bevoegde overheid te verhelderen.

Artikel 8

Deze bepaling heeft tot doel de coherentie van de tekst te waarborgen op het niveau van het toepassingsgebied en sommige bepalingen op het niveau van de procedure op te helderen, rekening houdende met de praktijk.

Artikel 9

Deze bepaling beantwoordt aan dezelfde doelstellingen als die welke in artikel 8 zijn vermeld.

Artikel 10

Deze bepaling heft het voormelde besluit van 26 januari 2007 op, dat achterhaald is.

Artikel 11

Deze bepaling behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

Raad van State, afdeling Wetgeving

advies 73.283/4 van 3 mei 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de nadere bepalingen voor controle op de omroepstations door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'

Op 20 maart 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd met twintig dagen*, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de nadere bepalingen voor controle op de omroepstations door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 mei 2023. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, kamervoorzitter, Luc Cambier en Bernard Blero, staatsraden, Christian Behrendt, assessor, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien Gaul, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 mei 2023.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 mai 2023.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalité préalable

Dans l'avis n° 73.240/4, la section de législation a observé :

« 1. L'article 9, alinéa 3, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision' énonce :

'Le Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications'.

Interrogée sur la portée de ces 'modalités et procédures fixées en Comité de concertation', la déléguée de la Ministre a communiqué à la section de législation une décision du Comité de concertation du 18 mars 2009 approuvant un projet de règlement d'ordre intérieur du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision, dont la date d'entrée en vigueur n'est pas précisée.

L'article 6 de ce règlement d'ordre intérieur énonce :

'§ 1^{er}. Le secrétariat 1 fixe l'ordre du jour sur lequel le Comité délibère.

Chaque membre du Comité peut faire porter à l'ordre du jour tous points qu'il désire voir examiner.

À cet effet, il dépose au secrétariat du Comité 5 exemplaires en langue française et 5 exemplaires en langue néerlandaise, ou 5 exemplaires en allemand. Il y joint les documents complémentaires et explicatifs qu'il juge utiles.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit parvenir, au plus tard, douze jours ouvrables avant la date de la réunion.

§ 2. Dans des circonstances exceptionnelles ou pour des raisons d'urgence, le Comité peut tenir une réunion selon une 'procédure électronique'.

Une réunion tenue selon la 'procédure électronique' n'est organisée que pour délibérer de points :

a) dont le dossier est complet au sens du § 1^{er}, alinéa 3 ;

b) qui ne doivent, en principe, pas faire l'objet d'un examen plus approfondi.

Dans l'avis qui annonce que la réunion aura lieu selon la 'procédure électronique', les membres sont invités à communiquer par écrit leurs observations ou leurs remarques à une adresse électronique et dans un délai bien déterminés (jour et heure).

Si aucune observation ou remarque n'est communiquée dans le délai imparti, le point est considéré comme adopté.

[...]

§ 3. En cas d'extrême urgence, le Comité peut, avec l'accord de tous ses membres, délibérer sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour'.

La section de législation ne dispose pas d'information attestant de ce que la procédure de consultation au sein du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a été accomplie de manière régulière, et n'est dès lors pas en mesure de

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

In advies 73.240/4 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

"Artikel 9, derde lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap 'betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie' luidt als volgt:

'Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité, de wederzijdse consultatie te organiseren omtrent mekaar's initiatieven inzake het opstellen van ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie.'

Gevraagd naar de strekking van die 'modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité' heeft de gemachtigde van de minister aan de afdeling Wetgeving een beslissing van het Overlegcomité van 18 maart 2009 bezorgd houdende goedkeuring van het ontwerp van huishoudelijk reglement van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie, waarvan de datum van inwerkingtreding niet vermeld is.

Artikel 6 van dat huishoudelijk reglement luidt als volgt:

'§ 1. Het secretariaat 1 stelt de agenda vast waarover het Comité beraadslaagt.

Ieder lid van het Comité kan op de agenda alle punten brengen waarvan het wenst dat zij onderzocht worden.

Te dien einde zend[t] het aan het secretariaat van het Comité 5 exemplaren in het Nederlands en 5 exemplaren in het Frans, of 5 exemplaren in het Duits. Het voegt daarbij alle andere nuttige geachte aanvullende en verklarende stukken.

De aanvraag tot inschrijving van een punt op de agenda moet uiterlijk twaalf werkdagen voor de datum van de vergadering toekomen,

§ 2. In uitzonderlijke omstandigheden of om dringende redenen kan het Comité een vergadering houden volgens een 'elektronische procedure.'

Een vergadering op grond van de 'elektronische procedure' wordt enkel gehouden om te beraadslagen over punten:

a) waarvan het dossier volledig is in de zin van § 1, derde lid;

b) die in principe niet nader dienen te worden onderzocht.

In het bericht waarin wordt aangekondigd dat de vergadering zal plaatsvinden volgens de 'elektronische procedure', wordt de leden verzocht hun aanmerkingen of hun opmerkingen schriftelijk te sturen naar een elektronisch adres en binnen een welbepaalde termijn (dag en uur).

Indien binnen de toebedeelde termijn geen aanmerkingen of opmerkingen worden meegedeeld, wordt het punt geacht te zijn aangenomen.

(...)

§ 3. In uiterst spoedeisende gevallen kan het Comité met de instemming van al zijn leden beraadslagen over punten die niet op de agenda voorkomen.'

De afdeling Wetgeving beschikt niet over inlichtingen waaruit zou blijken dat de procedure van overleg binnen het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie op regelmatige wijze doorlopen is en kan dan ook niet concluderen dat het verplicht vormvereiste vervat in artikel 9, derde lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 naar behoren vervuld is.

conclure que la formalité obligatoire consacrée à l'article 9, alinéa 3, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 a été valablement accomplie.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier que tel est bien le cas » 2.

Il convient de réitérer cette observation.

Observations particulières

Préambule

1. La mention de l'article 15 de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' sera omise de l'alinéa 1^{er} dès lors que cette disposition ne contient aucune habilitation au Roi.

2. L'alinéa 3 vise la « concertation avec les Communautés et l'avis de celles-ci [...] ».

Le dossier transmis à la section de législation ne contient pas de documents attestant d'une « concertation » avec les Communautés qui se serait tenue en dehors du cadre de la consultation mutuelle au sein du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision.

Par ailleurs, pareille formalité de concertation en dehors de ce cadre n'est pas imposée par l'article 16 de la loi du 13 juin 2005 3.

En conséquence, l'alinéa 3 ne fera mention que des avis donnés par les Communautés.

3. Le projet à l'examen n'étant pas de nature à avoir une incidence budgétaire, l'accord de la secrétaire d'État au Budget, visé à l'alinéa 5, ne constitue pas une formalité obligatoire en l'espèce.

Conformément aux recommandations de légistique, si l'auteur du projet juge néanmoins utile de mentionner cet accord, il convient de le faire sous la forme non d'un visa mais d'un considérant qui prendra place après l'ensemble des visas 4.

4. Les dates d'accomplissement des formalités visées aux alinéas 7 et 8 seront précisées.

Dispositif

Article 1^{er}

Ainsi que l'a expliqué la déléguée de la Ministre, il n'existe actuellement pas de cadre juridique qui permettrait à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT ») de délivrer des autorisations pour des stations de radiodiffusion.

Il en résulte que, comme en a convenu la déléguée de la Ministre, les mots « ou par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, ci-après dénommé 'l'Institut', pour un acteur du secteur média établi en région bilingue de Bruxelles—Capitale et dont les activités ne peuvent être rattachées exclusivement à l'une des Communautés » seront omis.

Article 5

L'alinéa 1^{er} sera revu afin de préciser que ce sont les « officiers de police judiciaire » de l'IBPT, et non ses « services de contrôle », qui peuvent accéder, dans les conditions fixées à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', aux stations de radiodiffusion.

Article 8

Comme la section de législation l'a déjà rappelé, il y a lieu d'omettre des dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en la reproduisant, soit en la paraphrasant. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il donne par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir de l'auteur du projet de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

En l'espèce, les mots « et peuvent procéder à la saisie de la station de radiodiffusion et de tout autre élément nécessaire à l'émission », qui figurent à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, deuxième phrase du projet, paraphrasent en partie les pouvoirs des officiers de police judiciaire de l'IBPT déterminés par l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 et doivent, en conséquence, être omis.

De steller van het voorontwerp dient na te gaan of dat vormvereiste wel vervuld is."2

Die opmerking dient hier herhaald te worden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De verwijzing naar artikel 15 van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie' moet uit het eerste lid weggelaten worden, aangezien die bepaling geen machtiging aan de Koning bevat.

2. In het derde lid wordt verwezen naar "het overleg met en het advies van de gemeenschappen (...)".

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving overgezonden is, bevat geen documenten waaruit blijkt dat met de gemeenschappen "overleg" gepleegd zou zijn buiten het kader van de wederzijdse consultatie binnen het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie.

Bovendien wordt een dergelijk vormvereiste inzake overleg buiten dat kader niet opgelegd bij artikel 16 van de wet van 13 juni 2005.3

Bijgevolg mag in het derde lid alleen verwezen worden naar de adviezen die de gemeenschappen uitgebracht hebben.

3. Aangezien voorliggend ontwerp geen weerslag kan hebben op de begroting, vormt de akkoordbevinding van de staatssecretaris van Begroting, waarnaar verwezen wordt in het vijfde lid, in casu geen verplicht vormvereiste.

Als de steller van het ontwerp het evenwel nuttig acht die akkoordbevinding te vermelden, dient hij dat te niet te doen in de vorm van een lid dat begint met "Gelet op", maar wel in de vorm van een overweging, die na alle aanhefverwijzingen moet komen.4

4. Van de vormvereisten waarnaar in het zevende en het achtste lid verwezen wordt, moeten vermeld worden op welke datum ze vervuld zijn.

Dispositief

Artikel 1

Zoals de gemachtigde van de minister uitgelegd heeft, bestaat er thans geen juridisch kader waarbinnen het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna het "BIPT") voor omroepstations vergunningen zou kunnen afgeven.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat daaruit volgt dat de woorden "of door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, hierna 'het Instituut', voor de spelers van de mediasector gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad van wie de activiteiten niet exclusief aan een van de twee aanwezige gemeenschappen kunnen worden gekoppeld" weggelaten moeten worden.

Artikel 5

Het eerste lid moet aldus herzien worden dat daarin gestipuleerd wordt dat de "officieren van gerechtelijke politie" van het BIPT, en niet de "controlediensten" ervan, volgens de voorwaarden vastgelegd in artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 'met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector', toegang hebben tot de omroepstations.

Artikel 8

Zoals de afdeling Wetgeving reeds eerder opgemerkt heeft, moeten bepalingen die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te paraphraseren, weggelaten worden. Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan over de aard van de regel in kwestie. Ze wekt bovendien de indruk dat het aan de steller van het ontwerp toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toebehoort.

In casu vormen de woorden "en kunnen overgaan tot de inbeslagname van het omroepstation en van ieder ander onderdeel dat noodzakelijk is voor de uitzending", in artikel 8, § 1, eerste lid, tweede zin, van het ontwerp, een gedeeltelijke parafrasering van de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie van het BIPT zoals bepaald in artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 en moeten ze bijgevolg weggelaten worden.

Indien de steller van het ontwerp echter van oordeel is dat het voor de leesbaarheid van het dispositief nuttig is die normen van een hogere rangorde over te nemen, moet hij, wil hij aan de bovengenoemde bezwaren tegemoetkomen, daarbij in de tekst aangeven dat het gaat om een in herinnering brengen van die normen, bijvoorbeeld door te

Toutefois, si l'auteur du projet estime utile, dans un but de lisibilité du dispositif, de reproduire ces normes de niveau hiérarchique supérieur, il lui appartient de le faire, afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être rappelés, en indiquant dans le texte qu'il s'agit du rappel de ces normes, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 8, § 2, alinéa 3, du projet.

Le greffier,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Le président
Martine BAGUET

Notes

* Par courriel du 20 mars 2023.

1 Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Qui, conformément à l'article 4 du règlement d'ordre intérieur, est assuré par le SPF Économie.

2 Avis n° 73.240/4 donné le 24 avril 2023 sur un avant-projet de loi « portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ».

3 Lequel exige uniquement de recueillir l'avis des Communautés. Voir, à titre de comparaison, l'article 14 de la loi qui exige expressément une concertation avec les Communautés.

4 Principes de technique législative — Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 35.

24 MAI 2023. — Arrêté royal fixant les modalités de contrôle des stations de radiodiffusion par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 16 ;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 2007 relatif à la police des ondes en modulation de fréquence dans la bande 87.5 Mhz - 108 Mhz ;

Vu l'avis des Communautés, donné les 25, 27 et 28 mai 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 avril 2021 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 8 décembre 2022 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu la consultation du 16 janvier 2023 au 23 janvier 2023 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu l'accord du Comité de Concertation, donné le 15 mars 2023 ;

Vu l'avis [73.283/4 du Conseil d'État, donné le 3 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le 20 décembre 2022 ;

Sur proposition de la Ministre des Télécommunications, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « autorisation » : la décision permettant d'émettre via une station de radiodiffusion, adoptée par ou au nom d'une Communauté, au sens de l'article 2 de la Constitution.

Art. 2. Le présent arrêté fixe les modalités selon lesquelles l'Institut :

1° organise les contrôles techniques des stations de radiodiffusion ;

2° assure le respect des conditions imposées aux stations de radiodiffusion ;

3° constate l'existence de brouillages préjudiciables et au besoin impose les mesures appropriées pour y mettre un terme.

travailler met de formule "Overeenkomstig artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector".

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor artikel 8, § 2, derde lid, van het ontwerp.

De griffier,
Anne-Catherine VANGEERSDAELE

De voorzitter,
Martine BAGUET

Nota's

* Bij e-mail van 20 maart 2023.

1 Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Dat volgens artikel 4 van het huishoudelijk reglement door de FOD Economie waargenomen wordt.

2 Advies 73.240/4 van 24 april 2023 over een voorontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie".

3 Krachtens dat artikel is alleen vereist dat het advies van de gemeenschappen ingewonnen wordt. Zie, ter vergelijking, artikel 14 van de wet, waarin overleg met de gemeenschappen uitdrukkelijk vereist wordt.

4 Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 35.

24 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere bepalingen voor controle op de omroepstations door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 2007 betreffende de etherpolitie met betrekking tot frequentiemodulatie in de band 87.5 Mhz - 108 Mhz;

Gelet op het advies van de gemeenschappen, gegeven op 25, 27 en 28 mei 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 april 2021;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 8 december 2022;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de raadpleging vanaf 16 januari 2023 tot en met 23 januari 2023 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Gelet op de goedkeuring van het Overlegcomité, gegeven op 15 maart 2023;

Gelet op advies 73.283/4 van de Raad van State, gegeven op 3 mei 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het akkoord van de staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 20 december 2022;

Op voorstel van de Minister van Telecommunicatie en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "vergunning": het besluit dat toestemming verleent om via een omroepstation uit te zenden, aangenomen door of namens een gemeenschap, in de zin van artikel 2 van de Grondwet.

Art. 2. Dit besluit legt de nadere bepalingen vast volgens welke het Instituut:

1° de technische controles van de omroepstations organiseert;

2° de inachtneming van de voorwaarden opgelegd aan de omroepstations verzekert;

3° het bestaan van schadelijke storingen vaststelt en desnoods de gepaste maatregelen oplegt om daar een einde aan te maken.

Dit besluit is niet van toepassing op de omroepstations die enkel bestemd zijn voor de ontvangst van radiogolven.

Art. 3. Het Instituut voert controles uit op eigen initiatief of op gemotiveerd verzoek van:

1° de overheid die bevoegd is om een vergunning te verlenen;

Le présent arrêté ne s'applique pas aux stations de radiodiffusion uniquement destinées à la réception d'ondes radioélectriques.

Art. 3. L'Institut effectue des contrôles de sa propre initiative ou à la demande motivée émise par :

- 1° l'autorité compétente pour délivrer une autorisation ;
- 2° un procureur du Roi ;
- 3° le titulaire d'une autorisation.

Art. 4. § 1^{er}. Toute autorisation ou modification d'une autorisation existante est transmise à l'Institut par l'autorité qui a délivré l'autorisation.

Cette autorisation est transmise avec l'ensemble des données suivantes :

- 1° le nom et l'adresse du titulaire de l'autorisation ainsi que les coordonnées où lui ou son représentant est joignable ;
- 2° le cas échéant le nom commercial du service audiovisuel ou sonore ;
- 3° le cas échéant l'horaire d'émission ;
- 4° la fréquence assignée, le canal de fréquences assigné ou le bloc de fréquences assigné ;
- 5° le lieu d'installation de l'antenne et de la station de radiodiffusion ;
- 6° la valeur autorisée de la puissance apparente rayonnée dans 36 directions espacées de 10 degrés ;
- 7° le cas échéant, la puissance de sortie autorisée de l'émetteur de la station de radiodiffusion ;
- 8° le cas échéant, les caractéristiques de l'antenne ;
- 9° la hauteur de l'antenne par rapport au niveau du sol ;
- 10° la déviation de fréquence pour les stations de radiodiffusion en modulation de fréquences ;
- 11° le cas échéant la période de validité de l'autorisation.
- 12° le cas échéant, toutes les autres conditions particulières pertinentes ;

§ 2. L'autorisation est fournie à l'Institut au plus tard le 1^{er} jour de la période de validité de l'autorisation. Les autres données, énoncées au paragraphe 1^{er}, sont à fournir dans les meilleurs délais.

Les informations relatives aux autorisations délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté sont fournies dans les trente jours de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'Institut est informé sans délai de toute modification des renseignements déjà communiqués.

§ 3. Après consultation des autorités compétentes, l'Institut détermine le format dans lequel les informations visées au paragraphe 1^{er} lui sont transmises ou rendues accessibles.

§ 4. Les données que l'Institut reçoit des autorités compétentes sont utilisées uniquement dans le cadre de l'application du présent arrêté.

Art. 5. Les officiers de police judiciaire de l'Institut ont accès à tout moment à toute station de radiodiffusion conformément à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications.

Le titulaire de l'autorisation met tout en œuvre pour faciliter le déroulement du contrôle.

Art. 6. L'Institut utilise les appareils et méthodes de mesure adéquats pour effectuer ses opérations de contrôle, en veillant à ne pas interrompre la diffusion ni perturber la diffusion des programmes au-delà du temps nécessaire au contrôle.

Art. 7. Après chaque contrôle, l'Institut transmet dans les 15 jours un rapport de contrôle à l'autorité compétente, au titulaire de l'autorisation, et le cas échéant à l'auteur de la demande visé à l'article 3.

Art. 8. § 1^{er}. S'il s'avère lors d'un contrôle qu'une station de radiodiffusion n'est pas couverte par une autorisation, les officiers de police judiciaire visés à l'article 24 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications, procèdent à la mise hors service de la station de radiodiffusion. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que la station ne sera pas remise en service et peuvent procéder à la saisie de la station de radiodiffusion et de tout autre élément nécessaire à l'émission

2° een procureur des Konings;

3° de houder van een vergunning.

Art. 4. § 1. Elke vergunning of wijziging van een bestaande vergunning wordt aan het Instituut bezorgd door de overheid die de vergunning heeft toegekend.

Deze vergunning wordt samen met het geheel van de volgende gegevens bezorgd:

- 1° de naam en het adres van de houder van de vergunning, alsook de contactgegevens waarmee hij of zijn vertegenwoordiger kan worden bereikt;
- 2° desgevallend de specifieke benaming van de omroep;
- 3° desgevallend het zendschema;
- 4° de toegewezen frequentie, het toegewezen frequentiekanaal of het toegewezen frequentieblok;
- 5° de opstellingsplaats van de antenne en van het omroepstation;
- 6° de toegelaten waarde van het effectief uitgestraald vermogen in 36 richtingen die 10° uit elkaar liggen;
- 7° desgevallend het toegestane uitgangsvermogen van de zender van het omroepstation;
- 8° desgevallend de karakteristieken van de antenne;
- 9° de antennehoogte boven de begane grond;
- 10° de frequentiezwaaai voor de omroepstations met frequentiemodulatie;
- 11° desgevallend de geldigheidsduur van de vergunning.
- 12° desgevallend alle andere relevante specifieke voorwaarden;

§ 2. De vergunning wordt aan het Instituut bezorgd uiterlijk op de eerste dag van de geldigheidsperiode van de vergunning. De overige gegevens, opgelijst in paragraaf 1, moeten zo snel mogelijk worden bezorgd.

De inlichtingen betreffende de vergunningen die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit zijn afgegeven, worden verstrekt binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit.

Het Instituut wordt onmiddellijk op de hoogte gesteld van elke wijziging van de al verstrekte informatie.

§ 3. Na raadpleging van de bevoegde overheden, bepaalt het Instituut het formaat waarin de in paragraaf 1 beoogde informatie moet worden bezorgd aan of beschikbaar gemaakt worden voor het Instituut.

§ 4. De gegevens die het Instituut ontvangt van de bevoegde overheden worden enkel gebruikt in het kader van de toepassing van dit besluit.

Art. 5. De officieren van gerechtelijke politie van het Instituut hebben te allen tijde toegang tot ieder omroepstation overeenkomstig artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

De vergunninghouder stelt alles in het werk om de controle zo vlot mogelijk te laten verlopen.

Art. 6. Het Instituut gebruikt voor zijn controleverrichtingen de geschikte meettoestellen en -methoden, er over wakend de uitzending niet te onderbreken of de programma's niet langer te verstoren dan nodig is voor de controle.

Art. 7. Na iedere controle bezorgt het Instituut binnen 15 dagen een controleverslag aan de bevoegde overheid, aan de vergunninghouder en in voorkomend geval aan de aanvrager bedoeld in artikel 3.

Art. 8. § 1. Als uit een controle blijkt dat een omroepstation niet over een vergunning beschikt gaan de officieren van gerechtelijke politie, vermeld in artikel 24 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, over tot het buiten dienst stellen van het omroepstation. Zij kunnen alle maatregelen nemen teneinde zich ervan te vergewissen dat het station niet opnieuw in dienst zal worden gesteld en kunnen overgaan tot de inbeslagname van het omroepstation en van ieder ander onderdeel dat noodzakelijk is voor de uitzending, overeenkomstig artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

Het Instituut licht de bevoegde overheid hierover in binnen vijf dagen volgend op de genomen maatregel.

conformément à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.

L'Institut en informe l'autorité compétente dans les cinq jours qui suivent la mesure prise.

§ 2. S'il s'avère lors d'un contrôle qu'une station de radiodiffusion ne respecte pas les conditions et les caractéristiques fixées dans l'autorisation, les officiers de police judiciaire imposent au titulaire de la station concernée de prendre les mesures nécessaires pour que cette dernière soit en conformité avec les termes de l'autorisation.

Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, le titulaire de l'autorisation, dispose d'un délai de 15 jours pour la mise en conformité de sa station. A défaut ou en cas de récidive, les officiers de police judiciaire procèdent à la mise hors service de cette station.

Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que cette station ne sera pas remise en service et peuvent procéder à la saisie de cette station et de tout autre élément nécessaire à l'émission, conformément à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.

L'Institut en informe l'autorité compétente dans les cinq jours qui suivent la mesure prise.

Art. 9. S'il s'avère lors d'un contrôle qu'une station de radiodiffusion provoque des brouillages préjudiciables à des radiocommunications autres que la radiodiffusion, alors que cette dernière respecte toutes les prescriptions techniques et réglementaires liées à son droit d'émission, les officiers de police judiciaire peuvent imposer les mesures nécessaires, proportionnées et équitables, y compris l'arrêt de la station de radiodiffusion, en vue de mettre fin aux brouillages préjudiciables.

Lorsque l'Institut impose des mesures à une station de radiodiffusion en vue de mettre fin aux brouillages préjudiciables causés par cette dernière, il en informe sans délai l'autorité compétente.

Art. 10. L'arrêté royal du 26 janvier 2007 relatif à la police des ondes en modulation de fréquence dans la bande 87.5 Mhz - 108 Mhz est abrogé.

Art. 11. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2023/20079]

11 MAI 2023. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics de programmation et autres services qui en dépendent ainsi que dans certains organismes d'intérêt public

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté adapte et complète les catégories de personnel de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics de programmation et autres services qui en dépendent, ainsi que dans certains organismes d'intérêt public.

Les modifications apportées visent, d'une part, à clarifier, harmoniser, simplifier et préciser les catégories concernées et, d'autre part, à insérer certaines nouvelles catégories. Ces modifications sont expliquées ci-dessous.

§ 2. Als uit een controle blijkt dat een omroepstation zich niet houdt aan de voorwaarden en de kenmerken vastgelegd in de vergunning, dan verplichten de officieren van gerechtelijke politie de houder van het station in kwestie om de nodige maatregelen te treffen opdat het station conform de voorwaarden van de vergunning zou zijn.

Als niet onmiddellijk overgegaan kan worden tot de noodzakelijke afstellingen beschikt de houder van de vergunning over een termijn van 15 dagen om dat station in orde te brengen. Bij verzuim of in geval van herhaling gaan de officieren van gerechtelijke politie over tot het buiten dienst stellen van dat station.

Zij kunnen alle maatregelen nemen teneinde zich ervan te vergewissen dat dat station niet opnieuw in dienst zal worden gesteld en kunnen overgaan tot de inbeslagname van dat station en van ieder ander onderdeel dat noodzakelijk is voor de uitzending, overeenkomstig artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatie-sector.

Het Instituut licht de bevoegde overheid hierover in binnen vijf dagen volgend op de genomen maatregel.

Art. 9. Als uit een controle blijkt dat een omroepstation schadelijke storingen veroorzaakt op radioverbindingen andere dan radio-omroep, terwijl dat station voldoet aan alle technische en reglementaire voorschriften die verbonden zijn aan zijn recht om uit te zenden, dan kunnen de officieren van gerechtelijke politie de nodige, proportionele en evenredige maatregelen opleggen, waaronder ook de stopzetting van het omroepstation, om een einde te maken aan de schadelijke storingen.

Wanneer het Instituut aan een omroepstation maatregelen oplegt om een eind te maken aan de schadelijke storingen die door dat station worden veroorzaakt, brengt het Instituut de bevoegde overheid daarvan dadelijk op de hoogte.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 26 januari 2007 betreffende de etherpolitie met betrekking tot frequentiemodulatie in de band 87.5 Mhz - 108 Mhz wordt opgeheven.

Art. 11. De minister bevoegd voor Telecommunicatie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2023/20079]

11 MEI 2023. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, wijzigt en vult de personeels-categorieën van het artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut aan.

De aangebrachte wijzigingen beogen enerzijds de betrokken categorieën te verduidelijken, te harmoniseren, te vereenvoudigen, te specificeren en anderzijds bepaalde nieuwe categorieën in te voegen. Deze wijzigingen worden hieronder besproken.

Artikel 1

a) Ten eerste verduidelijkt dit ontwerp van koninklijk besluit in zijn artikel 1, a), de weergave van de huidige bepaling rond de personeelsleden die belast zijn met de uitvoering van de activiteiten met betrekking tot de door de Ministerraad goedgekeurde onderzoeksprogramma's, -acties en met het uitvoeren van de niet-permanente activiteiten inzake onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening